

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2019

PRÉSENTS : Mme JOUANNETAUD Gisèle, Mr BAYLE Jean, Mr PERICAUD Claude, Mr CAILLAUD Roger, Mr BAYLE Gérard, Mr ROUX Olivier.

REPRÉSENTÉ (S) :

ABSENT (S) EXCUSÉ (S) : Mr JOUANNETAUD Cyrille,

ABSENT (S) NON EXCUSÉ (S) : Mr ROUX Christophe, Mr Pascal BRUNEAU, Mme MORICHON Mareva,

Membres	10
Présents	6
Représentés	
Exprimés	6

CONVOCATION DU CONSEIL : 30 mars 2019

SESSION ORDINAIRE : ouverte à 20 heures 30

SECRÉTAIRE : Mr ROUX Olivier été élu (e) secrétaire

PRÉSIDENCE : Mme JOUANNETAUD Gisèle, Maire

LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DU PRÉCÉDENT CONSEIL, transmis avec la convocation précitée : adopté à l'unanimité.

I - VOTE DES BUDGETS DE LA COMMUNE ET DU SERVICE DE L'EAU

1° Vote du budget primitif de la commune

Madame le Maire rappelle à l'assemblée les orientations budgétaires présentées lors de la séance du Conseil Municipal du 21 mars dernier et présente le budget primitif de la commune pour 2019.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

APPROUVE le budget primitif 2019 du service de l'eau comme suit :

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	527 184.00 €	527 184.00 €
Investissement	907 731.04 €	907 731.04 €
TOTAL	1 434 915.04 €	1 434 915.04 €

2° Vote du budget primitif du service de l'eau

Madame le Maire rappelle à l'assemblée les orientations budgétaires présentées lors de la séance du Conseil Municipal du 21 mars dernier et présente le budget primitif du service de l'eau pour 2019.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

APPROUVE le budget primitif 2019 du service de l'eau comme suit :

COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	56 269.00 €	56 269.00 €
Investissement	175 890.00 €	175 890.00 €
TOTAL	232 159.00 €	232 159.00 €

II - VOTE DES TAXES DIRECTES LOCALES 2019

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants ainsi que l'article 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Vu la Communauté de Communes ELAN ayant pris en charge des nouvelles compétences qui n'incombent plus à la commune,

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des taux notifiés par la DDFIP,

Taxe d'habitation =10.79 %
Foncier bâti =9.83 %
Foncier non bâti =79.14 %

Après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE de baisser le taux du foncier non bâti, pour se rapprocher du taux moyen départemental,

FIXE les taux d'imposition 2019, comme suit :

Taxe d'habitation =10.79 %
Foncier bâti =9.83 %
Foncier non bâti =75.00 %

CHARGE Mme le Maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.

III – BUDGET FORETS

Madame le Maire informe le Conseil Municipal, que le montant sur deux ans, des ventes de bois de la commune, dépasse le seuil d'assujettissement à la TVA. Elle précise alors les avantages et la nécessité de créer un Budget annexe de la forêt, et demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur le sujet.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE de créer un budget annexe spécifique à cette activité,

DIT que le résultat excédentaire de l'exploitation de la forêt pourra être reversé au budget principal de la commune, de même que celui-ci couvrira un éventuel déficit apparaissant au budget annexe de la forêt communale.

IV – QUESTIONS DIVERSES

1 – Participation aux frais de séjour en colonie de vacances pour les enfants de la commune

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal, la délibération n°2013/066, portant sur la participation de la commune aux frais de séjour en colonie de vacances pour les enfants de la commune. Puis elle demande si l'Assemblée souhaite maintenir cette délibération.

Le Conseil Municipal, après délibération,

PREND NOTE

2 – Ordures Ménagères

Madame le Maire rend compte au Conseil Municipal, de la réunion du 25 mars 2019, et précise les changements sur le ramassage des ordures ménagères et sur le tri sélectif sur le territoire communal.

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

3 – Acquisition d'un rétroprojecteur

Madame le Maire sollicite l'avis de l'Assemblée sur l'acquisition d'un rétroprojecteur,

Le Conseil Municipal, après concertation,

DEMANDE que des devis soient établis

4 – AG groupement forestier des Monts de Blond et d'Ambazac

Madame le Maire rend compte au Conseil Municipal, de l'Assemblée Générale du groupement forestier des Monts de Blond et d'Ambazac du 5 avril 2019.

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

5 – Effacement réseaux au village de Jeammeyrat

Madame le Maire présente à l'Assemblée, l'estimation du coût des travaux de l'effacement des réseaux au village de Jeammeyrat.

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

6 – Estrade Salle Polyvalente

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la décision prise lors du conseil précédant de couvrir l'estrade de la salle polyvalente par un revêtement PVC, et présente des devis puis précise que la pose pourra être effectuée par les employés communaux en travaux en régie.

Le Conseil Municipal,

Après délibération,

RETIENT présente le devis de l'entreprise Delzongle, d'un montant HT de 1 061.45 soit 1273.74 TTC

MANDATE Madame le Maire pour signer les pièces afférentes à cette affaire.

7 – Conseil communautaire

Madame le Maire donne lecture à l'Assemblée, du compte rendu de la séance du conseil communautaire du 3 avril 2019

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

8 – Toilettes publiques

Madame le Maire présente à l'Assemblée, le flyer de l'entreprise Sanisphère, qui propose des toilettes publiques à lombricompostage. Puis elle demande au Conseil son avis sur l'éventuelle installation sur le village de Sauvagnac.

Le Conseil Municipal, après concertation,

DEMANDE des précisions sur l'implantation,

DEMANDE que des devis soient établis.

9 – Conseil des Maires

Madame le Maire donne lecture à l'Assemblée, du compte rendu de la séance du conseil des Maires du 30 mars 2019.

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

10 – SIVC

Monsieur Jean Bayle, 2^{ème} Adjoint donne lecture à l'Assemblée, du compte rendu de la séance du Syndicat de voirie du 10 avril 2019.

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

11 - SMABGA

Madame le Maire donne lecture à l'Assemblée, du compte rendu de la séance du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents du 10 avril 2019.

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE

12 – Remerciements

- TEAM MONTS TRAIL,
- FNATH

13 – Rosier de St Léger

Madame le Maire, rappelle au Conseil Municipal le projet de création de « La Rose St Léger ». Elle précise que la rose est en cours de culture, et que les rosiers seront disponibles à l'automne 2020. La vente des rosiers est ouverte aux particuliers.

Le Conseil Municipal, après délibération,

RESERVE 10 rosiers,

MANDATE Madame le Maire pour signer les pièces relatives à ce projet.

14 - Acquisitions de parcelles

Madame le Maire informe le conseil Municipal que le chemin de randonnée allant de Lavedrenne au Mazeau, passe par les parcelles cadastrées section J n° 1310 et 1313 appartenant à LIMOGES METROPOLE – COMMUNAUTE URBAINE.

Il serait souhaitable que la Commune de Saint Léger la Montagne puisse les acquérir.

Le Conseil Municipal, après délibération,

DEMANDE à LIMOGES METROPOLE – COMMUNAUTE URBAINE de bien vouloir les céder pour l'euro symbolique.

DONNE pouvoir au Maire, pour effectuer les démarches nécessaires à ce projet d'acquérir les parcelles sus nommées.

15 – Par Monts et par Eaux

Madame le Maire, présente au Conseil Municipal le projet de convention (ci-joint), entre LIMOGES METROPOLE – COMMUNAUTE URBAINE, et La commune de SAINT LEGER LA MONTAGNE, concernant un chemin de randonnée « Par Monts et Par Eaux », et qui impacte les parcelles cadastrées section H n° 598, 599, 600, 601, 606, 607, 608, 1034, 1063, 1092, 1093, 1114, 1115, 1117, 1155, 1157, 1159, 1160, 1164, 1169, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1199, 1201, 1203, 1230 appartenant à LIMOGES METROPOLE – COMMUNAUTE URBAINE.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A 5 voix pour et 1 contre,

DECIDE de conventionner avec LIMOGES METROPOLE – COMMUNAUTE URBAINE,

MANDATE Madame le Maire pour signer toutes les pièces afférentes à ce projet.

16 - Opposition à l'encaissement des recettes des ventes de bois par l'Office National des Forêts en lieu et place de la commune

Madame le Maire, présente au Conseil Municipal, l'action des Communes forestières relative à l'opposition à l'encaissement des recettes des ventes de bois par l'ONF en lieu et place de la commune. Elle donne lecture de la proposition de délibération à prendre par la commune, puis elle demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur le sujet.

Madame le Maire expose :

VU l'Article 6.1 du Contrat d'Objectifs et de Performance, entre l'État, la Fédération nationale des communes forestières et l'Office National des Forêts (ONF), pour la période 2016-2020

CONSIDÉRANT le non-respect de ce Contrat d'Objectifs et de Performance sur le maintien des effectifs et le maillage territorial ;

CONSIDÉRANT l'opposition des représentants des communes forestières à l'encaissement des recettes des ventes de bois par l'Office National des Forêts en lieu et place des collectivités exprimée par le Conseil d'Administration de la Fédération nationale des communes forestières le 13 décembre 2017, réitérée lors du Conseil d'Administration de la Fédération nationale des communes forestières le 11 décembre 2018 ;

CONSIDÉRANT le budget 2019 de l'ONF qui intègre cette mesure au Z^{ef} juillet 2019, contre lequel les représentants des Communes forestières ont voté lors du Conseil d'Administration de l'ONF du 29 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT les conséquences pour l'activité des trésoreries susceptibles à terme de remettre en cause le maillage territorial de la DGFIP et le maintien des services publics ;

CONSIDÉRANT l'impact négatif sur la trésorerie de la commune que générerait le décalage d'encaissement de ses recettes de bois pendant plusieurs mois ;

CONSIDÉRANT que la libre administration des communes est bafouée,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DÉCIDE de refuser l'encaissement des recettes des ventes de bois par l'ONF en lieu et place des services de la DGFIP

DÉCIDE d'examiner une baisse des ventes de bois et des travaux forestiers dans le budget communal 2019 et d'examiner toute action supplémentaire qu'il conviendrait de conduire jusqu'à l'abandon de ce projet

AUTORISE Madame/Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette décision.

17 - Adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'énergie

Adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'énergie (électricité, gaz naturel, fioul) et de services associés, coordonné par le Syndicat Energies Haute-Vienne (SEHV), et autorisation de signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents s'y rapportant.

Madame le Maire présente au Conseil Municipal les termes de l'adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'énergie.

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la Directive Européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu le code de la commande publique publié au journal officiel le 5 décembre 2018 dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 2019,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'énergie (électricité, gaz naturel, fioul) et de services associés, approuvée le 17 octobre 2018 par l'assemblée délibérante du SEHV, ci-jointe en annexe,

Considérant l'intérêt de la mutualisation des achats d'énergie et services associés pour favoriser des économies d'échelle et obtenir de meilleurs prix et qualités des services associés,

Considérant que la procédure d'achat groupé, que le SEHV s'apprête à relancer au cours de l'année 2019 pour la fourniture d'énergie (électricité, gaz naturel, fioul) et de services associés couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022, représente une réelle opportunité à cet égard,

La constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la convention constitutive, également jointe en annexe.

La convention a une durée illimitée.

Le coordonnateur du groupement est le Syndicat Energies Haute-Vienne (SEHV) dont les attributions sont définies à la convention constitutive précitée.

La commission d'appel d'offres de groupement, chargée de l'attribution des marchés et/ou accords-cadres est celle du Syndicat Energies Haute-Vienne (SEHV), coordonnateur du groupement.

Compte tenu de ce qui précède, il vous est demandé :

COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

- D'accepter les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture d'énergie (électricité, gaz naturel, fioul) et de services associés, ainsi que ceux de l'acte d'adhésion à cette convention, annexée à la présente délibération ;
- D'adhérer à la convention de groupement de commandes pour les domaines suivants :
 - Electricité pour les PDL associés à l'Eclairage public d'une puissance souscrite <= 36 kVA (ex tarifs bleus éclairage public)
 - Electricité pour les autres PDL (bâtiments, équipements) d'une puissance souscrite <= 36 kVA (autres ex tarif bleus)
 - Gaz naturel
- D'autoriser l'adhésion de la Commune de Saint Léger La Montagne au groupement de commandes pour la fourniture d'énergie (électricité, gaz naturel, fioul) et de services associés ;
- D'autoriser Le Maire à signer l'acte d'adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'énergie (électricité, gaz naturel, fioul) et de services associés ;
- De s'acquitter de la contribution financière prévue par la convention constitutive ;
- D'autoriser Le Maire à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération ;
- D'autoriser Le Maire à donner mandat au SEHV ou à son assistant à la maîtrise d'ouvrage, pour obtenir auprès des fournisseurs historiques du membre et des gestionnaires de réseaux l'ensemble des caractéristiques des points de livraison nécessaires à l'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises ;
- D'autoriser le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la Commune de Saint Léger La Montagne, et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget.

Le Conseil Municipal, après délibération, accepte les termes sus mentionnés.

18 – Devis mise en conformité de la signalisation directionnelle communale

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée, la décision prise en date du 11 février 2019 relative au projet de la mise en conformité de la signalisation directionnelle communale, et présente des devis.

Le Conseil Municipal,

Après délibération,

RETIENT présente le devis de l'entreprise SES, d'un montant HT de 4 970.31 € soit 5 964.37 € TTC

MANDATE Madame le Maire pour signer les pièces afférentes à cette affaire.

18 – Cartes AMF87

Madame le Maire, distribue les cartes des Elus qui adhèrent à l'Association des Maires et Elus du département de la Haute-Vienne.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 22 heures 40 .